

## Projet de Déclaration de Rome sur la nutrition

1. Nous, ministres et plénipotentiaires des Membres de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, réunis du 19 au 21 novembre 2014 à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition pour nous pencher sur les multiples menaces que fait peser la malnutrition sur le développement durable;
2. réaffirmant les engagements pris à la première Conférence internationale sur la nutrition et aux sommets mondiaux de l'alimentation ainsi qu'en relation avec les cibles et plans d'action internationaux pertinents<sup>1</sup>;
3. réaffirmant le droit de chacun d'avoir accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, conformément au droit à une alimentation adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim;

### ***Les multiples menaces que fait peser la malnutrition constituent un obstacle considérable au développement durable***

4. reconnaissons que la malnutrition, et notamment la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles provoquées par une alimentation déséquilibrée ont un coût élevé, notamment socioéconomique, pour les individus et les familles, les communautés et les États; menacent leur santé et leur bien-être en ayant des répercussions négatives sur le développement physique et cognitif; compromettent le système immunitaire; exposent davantage aux maladies transmissibles et non transmissibles et constituent un lourd fardeau pour les sociétés en limitant la réalisation du potentiel humain et en faisant baisser la productivité;
5. reconnaissons que les causes profondes de la malnutrition sont complexes et multifactorielles:
  - l'accès pendant toute l'année à une alimentation suffisante, adéquate aussi bien en quantité qu'en qualité, à un prix abordable et culturellement acceptable, est un élément essentiel; des facteurs aggravants viennent souvent se greffer sur cette situation pour alimenter un cercle vicieux. Il s'agit de l'eau non potable, d'un assainissement insuffisant, des infections transmises par les aliments et des parasitoses, ainsi que de l'ingestion de quantités dangereuses de contaminants chimiques, les disponibilités alimentaires n'étant pas sûres;
  - la pauvreté joue un rôle important dans la malnutrition, que ce soit dans les villes ou dans les zones rurales;
6. reconnaissons que différentes formes de malnutrition coexistent au sein de la plupart des pays; si tous les groupes socioéconomiques sont concernés par les risques alimentaires, il existe d'importantes inégalités en ce qui concerne la situation nutritionnelle, l'exposition

---

<sup>1</sup> Énumérer l'ensemble des engagements existants surlignés en vert et figurant dans d'autres paragraphes, y compris le texte de la note de bas de page fournie par l'EURO.

au risque et le caractère adéquat de l'apport énergétique et de l'apport en nutriments, à la fois d'un pays à l'autre et dans un même pays;

7. reconnaissons que les changements environnementaux et sociétaux ont souvent un impact sur les habitudes en matière d'alimentation et d'activité physique, exposant davantage à l'obésité et aux maladies non transmissibles en raison d'un mode de vie de plus en plus sédentaire et d'une consommation accrue de plats préparés à forte teneur en matières grasses, en matières grasses saturées et acides gras trans, en sucre et en sel/sodium;
8. reconnaissons que les changements climatiques ont une incidence négative sur la quantité, la qualité et la diversité des aliments issus des cultures et constituent donc une menace considérable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
9. reconnaissons que les systèmes alimentaires actuels sont de plus en plus mis à rude épreuve afin de fournir des éléments sûrs et nutritifs pour tous et de permettre une alimentation saine, notamment en raison des contraintes imposées par les ressources et la durabilité écologique, des pertes et gaspillages importants d'aliments, du déséquilibre de la répartition et des mesures économiques qui faussent les échanges commerciaux, y compris les mesures économiques coercitives unilatérales;
10. notons avec une profonde préoccupation que malgré les résultats non négligeables obtenus dans de nombreux pays, on n'a observé, pendant les dernières décennies, que des progrès faibles et limités en matière de réduction de la malnutrition et que:
  - a) la prévalence de la sous-alimentation a reculé, mais les chiffres en valeur absolue, soit au moins 842 millions de personnes en 2011-2013, demeurent inacceptablement élevés;
  - b) la malnutrition chronique (retard de croissance) a baissé, mais en 2012, elle touchait encore 162 millions d'enfants de moins de cinq ans, la malnutrition (dépérissement) concernant quant à elle 51 millions d'enfants de moins de cinq ans;
  - c) plus de 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments tels que la vitamine A, l'iode, le fer et le zinc;
  - d) l'excès pondéral et l'obésité de l'enfant et de l'adulte ont progressé rapidement dans toutes les régions, touchant en 2012, respectivement, 44 millions d'enfants de moins de cinq ans et 500 millions d'adultes;
  - e) par ailleurs, les facteurs de risques alimentaires, associés à une activité physique insuffisante, représentent près de 10 pour cent du fardeau mondial de la maladie et de l'invalidité et différentes formes de dénutrition constituent la principale cause profonde des décès d'enfants de moins de cinq ans, étant à l'origine de 45 pour cent des décès d'enfants dans le monde aujourd'hui;

***Pour une action mondiale capable de mettre fin à toutes les formes de malnutrition***

11. réaffirmons:

- a) qu'il est impératif, pour des raisons éthiques, politiques et économiques, de mettre fin à toutes les formes de malnutrition, en tenant compte tout particulièrement des besoins spéciaux des enfants, des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées;
- b) qu'un appui à une action coordonnée des divers acteurs, sur les plans international, régional, national et communautaire, devrait être consenti par l'intermédiaire de politiques, programmes et initiatives transversaux intéressant le système alimentaire, ainsi que la santé, la protection sociale, l'éducation, la recherche, l'énergie, le commerce, le développement rural, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la protection des consommateurs, le transport, la planification urbaine et l'environnement;
- c) qu'il est nécessaire d'assurer la cohérence des politiques mondiales et nationales entre les secteurs concernés, notamment dans les accords relatifs au commerce et à l'investissement, dans les investissements et dans les mesures d'incitation appliquées à la production agricole, à la transformation et à la distribution des produits alimentaires;
- d) qu'il est nécessaire de gérer les risques liés à des prix élevés et plus instables des produits agricoles et leurs conséquences pour la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales;
- e) que les améliorations de l'alimentation et de la nutrition passent par un renforcement du cadre législatif et réglementaire pour la sécurité sanitaire des aliments et le contrôle de la qualité de ceux-ci aux niveaux national, régional et international, avec notamment une participation accrue de la Commission du Codex Alimentarius et des États Membres, et le respect des normes et directives du Codex;

12. reconnaissons:

- a) que la coopération internationale et l'aide publique au développement pour la nutrition devraient, le cas échéant, appuyer et compléter les initiatives et mesures nationales en matière de nutrition;
- b) que la concrétisation du droit à une alimentation adéquate pour tous suppose des systèmes alimentaires durables, équitables, accessibles et résilients;
- c) que les systèmes alimentaires et agricoles (cultures, élevage, pêche et aquaculture) doivent être pris en compte dans leur intégralité dans les politiques des pouvoirs publics, y compris sous l'angle des ressources, de l'investissement, de

l'environnement, des populations, des institutions et des processus de production, de transformation, de stockage, de distribution, de préparation et de consommation des aliments;

- d) que les investissements privés et les marchés continueront à être les moteurs à la fois de la demande d'éléments nutritifs et de l'accès à ceux-ci, mais que des investissements publics responsables et des réglementations appropriées des marchés dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, notamment, sont indispensables pour venir à bout de la malnutrition;
- e) que pour améliorer la nutrition, il faut assurer des régimes alimentaires équilibrés et diversifiés, satisfaire les besoins en nutriments de tous les groupes d'âges et de tous les groupes ayant des besoins particuliers, éviter les apports excessifs en matières grasses saturées, sucre et sel/sodium et éliminer les acides gras trans;
- f) que les systèmes alimentaires doivent favoriser les modes d'alimentation sains en donnant pendant toute l'année accès à des aliments sûrs et nutritifs tels que fruits et légumes, légumes secs, aliments complets, et aliments d'origine animale tels que le poisson, tout en limitant la consommation d'aliments transformés ayant une incidence négative sur la nutrition et la santé;
- g) qu'il est nécessaire que les systèmes alimentaires se préoccupent des maladies infectieuses, des zoonoses et de leur prévention et s'attellent aux problèmes de la résistance aux antimicrobiens;
- h) que les systèmes alimentaires devraient être durables et que tous les éléments de la production, de la transformation et de la distribution d'aliments (terres, sols, semences, engrais, eau, énergie, récolte, entreposage et transport) devraient être gérés de façon durable, en tenant dûment compte des impacts sur l'environnement;
- i) qu'il faudrait faire des efforts pour réduire les pertes après récolte et les gaspillages de produits alimentaires d'un bout à l'autre de la filière alimentaire, y compris au stade de la consommation, car ces pertes et gaspillages peuvent contribuer sensiblement à réduire la durabilité et la sécurité nutritionnelle;
- j) que les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales doivent collaborer plus efficacement et de façon cohérente afin d'améliorer la coopération internationale à l'appui des efforts nationaux visant à accélérer les progrès en matière de lutte contre la malnutrition;

## *Engagement à agir*

13. nous nous engageons:
  - a) à éliminer la faim et toute forme de malnutrition, en particulier à éliminer le retard de croissance, le dépérissement et l'excès pondéral de l'enfant de moins de cinq ans et l'anémie chez la femme; à éliminer la sous-alimentation et à inverser la tendance à la hausse de l'obésité;
  - b) à procéder à une refonte des systèmes alimentaires grâce à une mise en œuvre cohérente des politiques des pouvoirs publics et à des plans d'investissement portant sur l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires afin de répondre aux besoins en matière de santé et de nutrition d'une population mondiale croissante en donnant accès à des aliments sûrs, nutritifs et sains de façon durable et résiliente;
  - c) à jouer un rôle de chef de file dans la refonte et la gestion des systèmes alimentaires et l'amélioration de la nutrition par le renforcement des capacités institutionnelles, la mobilisation de ressources adéquates et une coordination efficace des différents secteurs;
  - d) à encourager et faciliter les contributions de toutes les parties prenantes de la société et à promouvoir la collaboration au sein des pays et entre eux, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et de la coopération triangulaire;
  - e) à améliorer la nutrition, en particulier pour les personnes ayant des besoins spéciaux, grâce à des politiques et initiatives en faveur d'une alimentation saine pendant toute la vie, et ce, avant et pendant la grossesse, en favorisant et en appuyant un allaitement adéquat au sein et une alimentation complémentaire appropriée, une alimentation saine dans les familles, et à l'école pendant l'enfance;
  - f) à adopter et mettre en œuvre un cadre d'action qui pourrait être utilisé pour suivre les progrès accomplis au regard des cibles à atteindre et des engagements à tenir;
  - g) à intégrer les objectifs du Cadre d'action dans le programme de développement pour l'après-2015 en fixant un éventuel objectif mondial en matière de sécurité alimentaire et de nutrition;
14. nous demandons à la FAO et à l'OMS de maintenir la coopération qu'elles offrent aux gouvernements le cas échéant pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre leurs programmes et plans nationaux en matière de nutrition;
15. nous recommandons à l'Assemblée générale des Nations Unies de souscrire à la Déclaration de la CIN-2 et de déclarer une décennie d'action pour la nutrition.